

FLASH ÉCONOMIE

RECHERCHE ÉCONOMIQUE

18 mai 2010 – N° 248

Les relations économiques Europe / Amérique latine à la veille du VI Sommet bi-régional

Le 18 mai aura lieu à Madrid le VI^e sommet biannuel des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne (UE) et d'Amérique latine. Depuis la réalisation du premier sommet en 1999 à Rio de Janeiro, et au cours des sommets de Madrid en 2002, Guadalajara en 2004, Vienne en 2006 et Lima en 2008, la diplomatie des sommets UE-ALC est devenue de facto un élément clé pour définir les stratégies politiques et économiques des pays des deux régions, notamment en matière de coopération internationale et d'intégration régionale. Au travers de ces sommets s'est institutionnalisée la volonté de rapprochement des deux régions par un « partenariat stratégique » dont les objectifs et les moyens se précisent. Toutefois, plusieurs obstacles entravent l'approfondissement des relations entre les deux régions. Plus particulièrement, les relations économiques entre l'Amérique latine et l'Union européenne, qui devraient être un pilier fondamental de leur association stratégique et avaient été présentées comme le volet prioritaire des liens bi-régionaux lors du dernier sommet à Lima en 2008, restent peu dynamiques.

RECHERCHE ECONOMIQUE

Rédacteurs :

Carlos QUENAN

Daniela ORDONEZ

Les enjeux du sommet de Madrid

Un peu plus de 10 ans après le premier sommet des chefs d'Etat Europe-Amérique latine qui a eu lieu à Rio de Janeiro en 1999, le VI^e sommet aura lieu à Madrid le 18 mai 2010. Le gouvernement espagnol, confronté à l'aggravation de la crise économique, veut faire de ce sommet un événement majeur de sa présidence de l'Union européenne. Pour se faire, de nombreuses décisions devraient être adoptées : création d'une fondation euro-latino-américaine, lancement d'un nouveau mécanisme de financement (LAIF), signature de plusieurs accords de libre échange (par exemple entre l'Union Européenne et le Marché Commun de l'Amérique centrale), tentative de relance des négociations en vue de l'établissement d'un accord commercial entre l'Union européenne et le Mercosur (constitué par l'Argentine, le Brésil, l'Uruguay et le Paraguay) qui est dans l'impasse depuis 2004, etc. Alors que la volonté d'un rapprochement en termes de coopération et de renforcement des liens politiques entre les deux régions se fait sentir par la poursuite des sommets biannuels Europe-Amérique latine, les relations économiques bi-régionales semblent stagner.

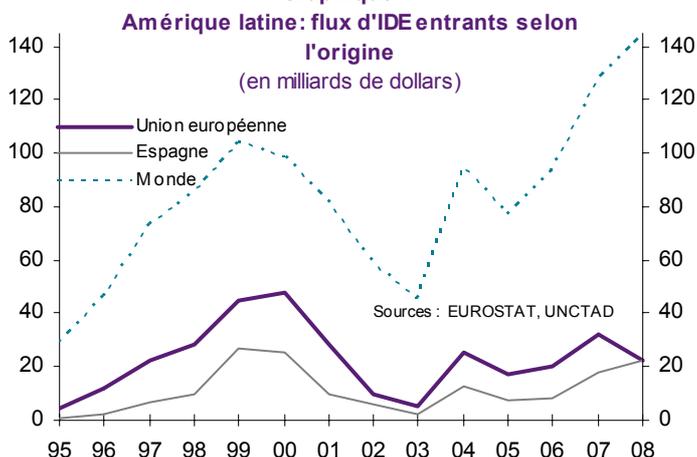
Des relations économiques qui marquent le pas

Même si les flux financiers sont encore assez dynamiques, le poids relatif de l'Union Européenne dans les investissements directs étrangers (IDE) latino-américains a diminué ces dernières années. Par ailleurs, les échanges commerciaux bi-régionaux perdent de l'importance et la part de chaque région dans le commerce extérieur de l'autre recule.

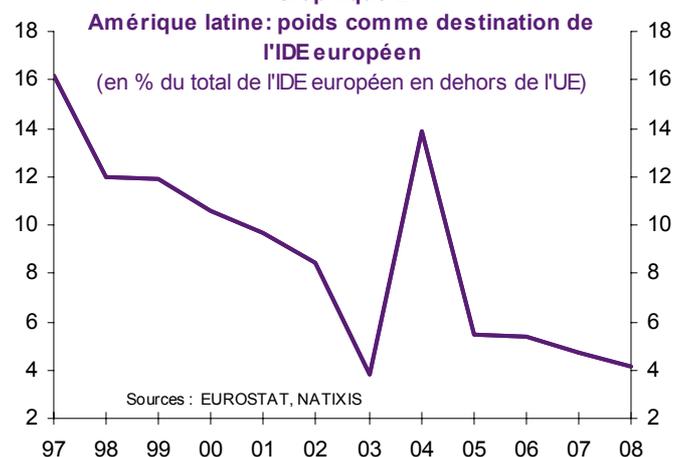
IDE

Les flux financiers, et plus particulièrement les flux d'investissements directs à l'étranger (IDE), ont été les plus dynamiques dans les relations économiques bi-régionales. Au cours des années 90, les IDE d'origine européenne en Amérique latine ont eu une importance particulière (**graphique 1**) du fait notamment de la participation des firmes européennes dans les privatisations massives que les différents états latino-américains ont mises en place. Les investissements européens, dominés surtout par l'accroissement des implantations d'origine espagnole, se sont concentrées dans les secteurs de l'énergie et des services, et dans les pays du Mercosur, –notamment le Brésil et l'Argentine. Cependant, entre la fin des années 90 et le début des années 2000, lorsque plusieurs pays latino-américains connaissent des crises monétaires et financières et un net recul de la croissance, tant les flux d'IDE européens que totaux en Amérique latine diminuent. Avant de subir une chute de 41% en 2009¹ (en ga) suite à l'aggravation de la crise internationale, les IDE entrants en Amérique latine ont retrouvé leur dynamisme entre 2004 et 2008. Toutefois, les IDE européens, qui ont continué à être dominés par les flux d'origine espagnole, n'ont pas retrouvé leur niveau des années 90 et l'Amérique latine a vu son poids comme destination des IDE européens diminuer : sa part dans le total des flux d'IDE européens en dehors de l'UE est passée en dessous du seuil symbolique de 5% depuis 2007 alors qu'elle était de plus de 15% en 1997 (cf. **graphique 1 et graphique 2**).

Graphique 1:



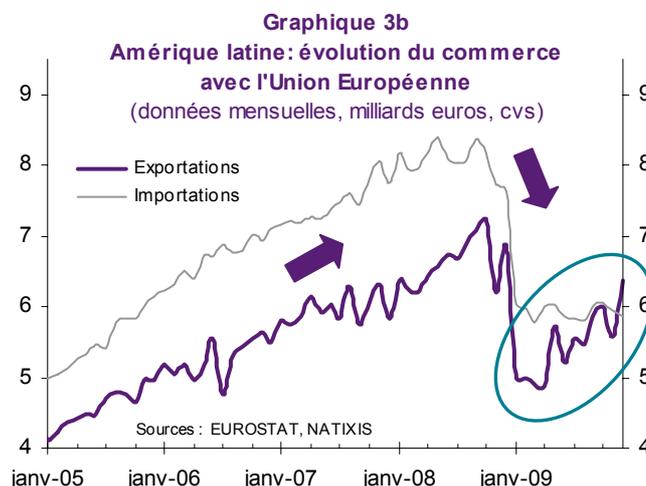
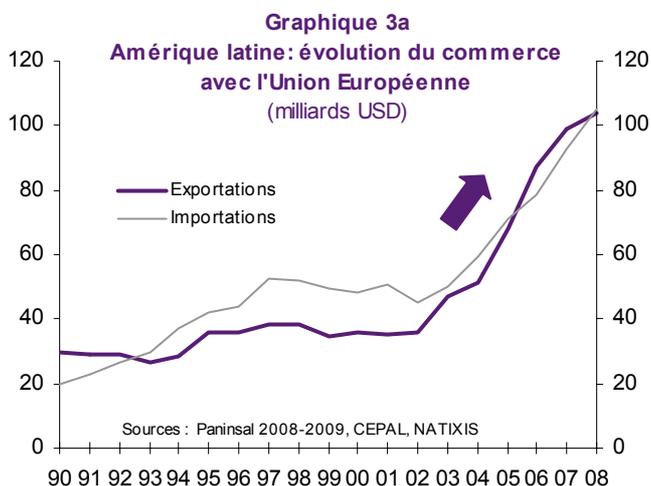
Graphique 2



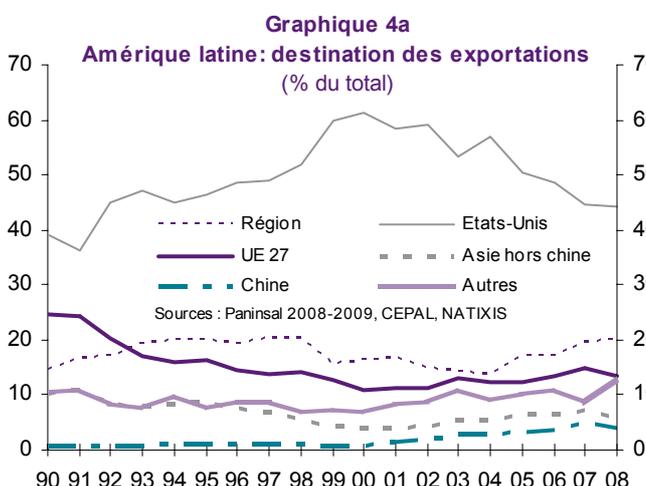
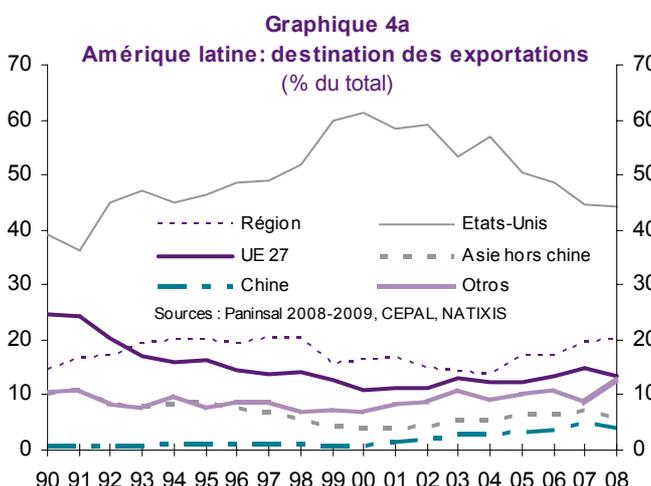
¹ Selon les données préliminaires de la CNUCED

Des échanges commerciaux peu dynamiques...

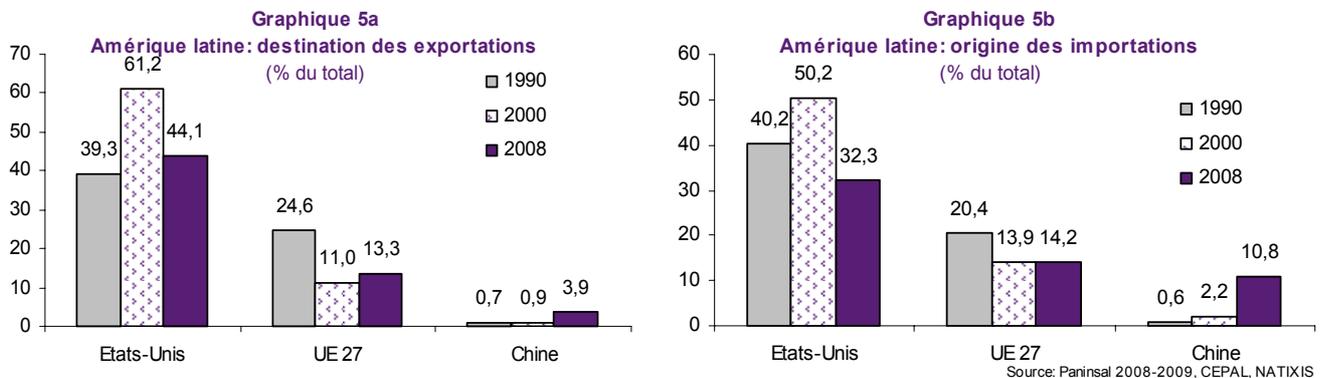
Le dynamisme du commerce bi-régional a été affecté à la fin des années 90-début des années 2000 par les crises économiques qui ont frappé de nombreux pays latino-américains. Après cette période de stagnation, le commerce interrégional a enregistré une expansion considérable en raison notamment de la reprise des importations des pays d'Amérique latine liée au cycle de croissance forte et soutenue dont ils ont bénéficié entre 2003 et 2008, et à une augmentation de ses exportations vers l'Union européenne grâce au boom des prix des matières premières. L'aggravation de la crise internationale suite à la faillite de Lehman Brothers en septembre 2008 a considérablement affecté les échanges commerciaux bi-régionaux. Les exportations latino-américaines vers l'Union européenne, qui ont reculé de 24% entre mai 2008 et mai 2009, ont été particulièrement affectées par la chute des prix des *commodities* et par la récession de l'Union européenne. Les importations de la région de produits européens ont également enregistré un déclin important (-23% entre mai 2008 et mai 2009) en raison essentiellement de la contraction de l'activité dans les pays latino-américains. Toutefois, la revalorisation des prix des matières premières à partir du T2-09 a permis une reprise progressive des exportations latino-américaines vers l'UE, alors que les importations stagnent (**graphiques 3a et 3b**).



Même si les échanges bi-régionaux se sont largement amplifiés en valeur, en termes de poids relatif l'importance de l'Europe en tant que partenaire commercial de l'Amérique latine s'est affaiblie au cours des 20 dernières années. Sa part dans les exportations (importations) totales latino-américaines est passée de presque 25% (20%) en 1990 à un peu plus de 13% (14%) en 2008 (**graphique 4a et 4b**).

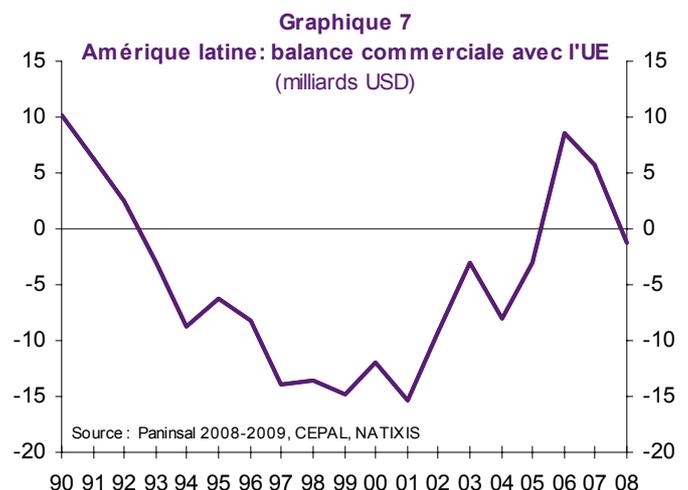


Cette situation contraste fortement avec celle des relations commerciales de l'Amérique latine avec la Chine. En effet, ce pays ne cesse de voir augmenter son importance dans les échanges extérieurs de la région. Entre 1990 et 2008, la Chine a vu son poids dans les importations totales latino-américaines passer de 0,6% à plus de 10%, et se situe actuellement comme le 3^e fournisseur de la région (derrière les Etats-Unis et l'Union européenne). De plus, elle est devenue la 3^e destination des exportations latino-américaines (17^e en 1990) et représente 4% du total des exportations de la région. La Chine augmente son importance dans le commerce international de l'Amérique latine même au détriment des Etats-Unis, partenaire traditionnel de la région (**graphique 5a et 5b**). Cette situation est particulièrement importante dans les relations sino-chiliennes : en 2008 la Chine a dépassé les Etats-Unis et est devenue la première destination des exportations chiliennes (28^e en 1990). Elle représente actuellement plus de 15% de la totalité des exportations chiliennes (contre moins de 0,5% en 1990) et plus de 11% des importations (contre moins de 1% en 1990). On constate également une percée de l'importance de Chine dans les échanges extérieurs du Brésil : sa part dans les exportations (importations) brésiliennes est passée de 1,2% (0,9%) en 1990 à 8,3% (11,4%) en 2008.



...déséquilibrés...

Les relations commerciales entre l'Europe et l'Amérique latine sont traditionnellement déséquilibrées : l'Europe a été systématiquement excédentaire depuis 1993 (**graphique 7**). Cette situation s'est renversée à partir de 2006 lorsque les exportations de produits latino-américains vers l'Union européenne ont dépassé celles de l'UE vers l'Amérique latine en raison principalement du boom des prix des matières premières. En effet, l'augmentation des exportations latino-américaines vers l'Union européenne est surtout due à un effet prix, et non pas à un effet volume. De ce fait, suite à la chute des prix des *commodities* qui a suivi la faillite de Lehman Brothers en septembre 2008, les exportations latino-américaines vers l'UE se sont contractées et la région est redevenue déficitaire vis-à-vis du vieux continent.



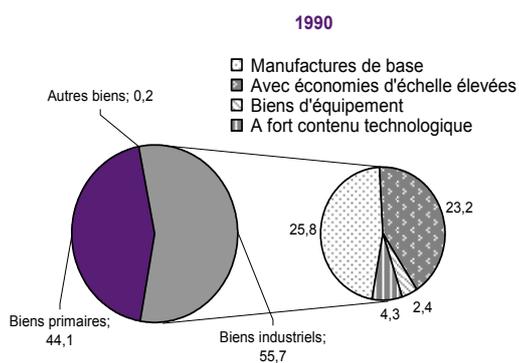
...asymétriques...

Les échanges commerciaux entre l'Europe et l'Amérique sont également asymétriques en termes de produits échangés.

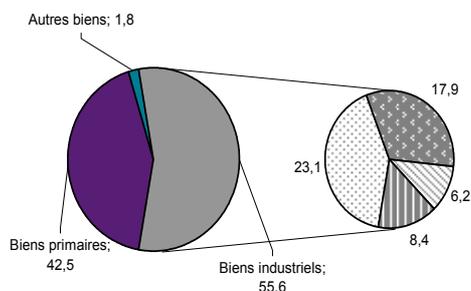
L'Amérique latine importe de l'Union européenne essentiellement de produits industrialisés. En 2008, plus de 95% du total des importations régionales de produits européens concerne ce type de biens dont 47% (soit presque 45% du total) sont des biens manufacturés à fort contenu technologique. Les produits primaires ne représentent qu'un peu plus de 1% du total des importations latino-américaines originaires de l'UE. Dans l'autre sens, les produits primaires comptent pour plus de 40% du total des exportations latino-américaines et, même si à première vue ce sont les produits industriels qui priment (plus de 55% du total), ces derniers sont essentiellement constitués de manufactures de base, c'est à dire résultant d'une première élaboration de ressources naturelles. Ainsi, les produits primaires et les produits industriels de base représentent plus de 60% du total des exportations de produits latino-américains vers le vieux continent.

Cette situation a très peu évolué depuis les années 90 (**graphique 6a et 6b**). Ainsi, les importations latino-américaines de produits européens sont principalement constituées de produits industriels, notamment à économies d'échelle élevées et à fort contenu technologique alors que les exportations de produits latino-américains vers l'UE sont toujours dominées par des produits primaires ou manufacturés de base. En revanche, les exportations latino-américaines vers d'autres régions développées, telles que les Etats-Unis, se sont considérablement diversifiées pendant les deux dernières décennies.

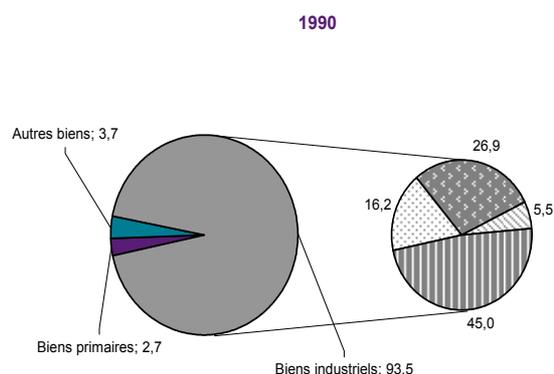
Graphique 6a
Amérique latine: composition des exportations vers l'Union européenne



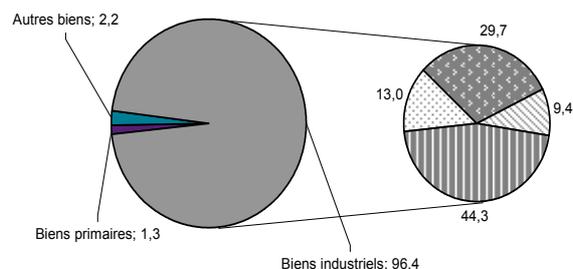
2008



Graphique 6b
Amérique latine: composition des importations provenant de l'Union européenne



2008

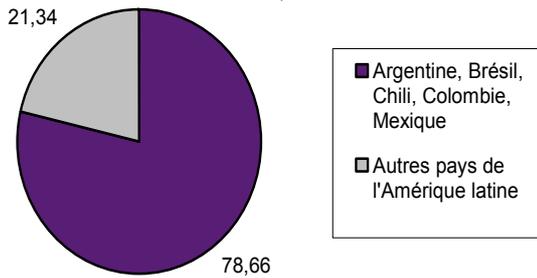


Source: Paninsal 2008-2009, CEPAL, NATIXIS

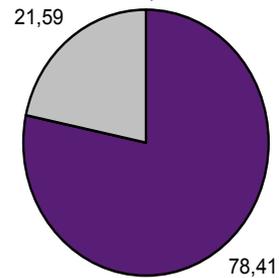
...et concentrés en termes de partenaires

Par ailleurs, les relations commerciales entre l'Europe et l'Amérique latine sont largement dominées par une poignée de pays. En Amérique latine, l'Argentine, le Brésil, le Chili, la Colombie et le Mexique représentent plus de 75% des échanges avec vers l'UE. De même, dans l'Union Européenne, l'Allemagne, l'Espagne, la France, le Royaume-Uni et l'Italie sont les principaux clients (fournisseurs) de la région et comptent pour plus de 60% (presque 55%) des exportations (importations) latino-américaines vers (provenant de) l'UE.

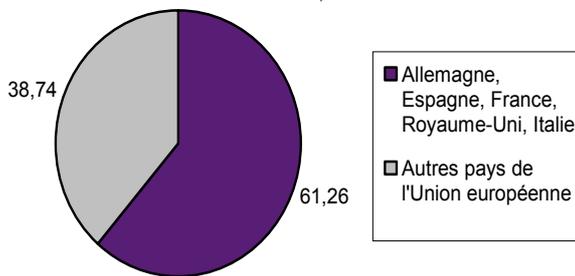
Graphique 8a
Amérique latine: origine des exportations vers l'Union européenne
(en % du total des exportations latino-américaines vers l'UE, 2007)



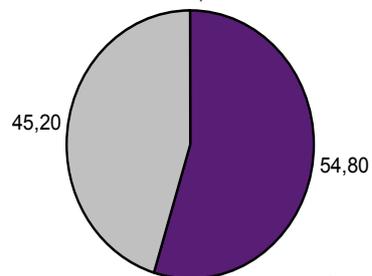
Graphique 8b
Amérique latine: destination des importations de produits européens
(en % du total des importations latino-américaines de produits de l'UE, 2007)



Graphique 8c
Amérique latine: destination des exportations vers l'Union européenne
(en % du total des exportations latino-américaines vers l'UE, 2007)



Graphique 8d
Amérique latine: origine des importations de produits européens
(en % du total des importations latino-américaines de produits de l'UE, 2007)



Source: EUROSTAT, CEPAL, NATIXIS

Quelles perspectives pour le sommet de Madrid ?

Comme on l'a souligné, le fait que Madrid accueille les pays latino-américains lors du VI^e sommet Union européenne-Amérique latine au moment même où l'Espagne est en charge de la présidence de l'Union européenne, pourrait donner un nouvel élan aux relations bi-régionales. Dès lors, de nouveaux rapprochements commerciaux devraient être à l'ordre du jour.

En particulier, on assiste à une tentative de relance des négociations en vue de l'établissement d'un accord commercial entre l'Union européenne et le Mercosur. La perspective d'un approfondissement des relations UE-Mercosur a été soulevée au milieu des années 90, à la même époque où les négociations en vue d'un accord avec le Mexique et le Chili (respectivement concrétisés en 2000 et 2002) ont été lancées. Ainsi, un accord interrégional de coopération entre l'UE et le Mercosur est entré en vigueur en 1999 et le début des discussions en vue d'un accord d'association qui devait comprendre les trois piliers (le dialogue politique, la coopération et le commerce) date de 2000. Bien que les nombreux cycles de négociations aient abouti à d'importants accords relatifs au dialogue politique et à la coopération, les différences en ce qui concerne la question du commerce se sont avérées insurmontables. Plus particulièrement, les réticences de la part de la France et d'autres pays de l'UE qui soutiennent fermement la Politique Agricole Commune (PAC) européenne à ouvrir leurs marchés aux produits agricoles des membres du Mercosur ont été une des plus grandes limites. De même, le Brésil s'est montré particulièrement réservé en ce qui concerne la libéralisation des services et des marchés publics. Ainsi, à partir de 2005, la poursuite d'un accord commercial UE-Mercosur a été subordonnée à l'évolution du cycle de Doha de l'OMC. Toutefois, bien que les différences entre l'UE et le Mercosur en matière commerciale soient encore profondes et les réticences considérables, les pressions de la part de divers pays, notamment de l'Espagne, pourraient contribuer à la relance des négociations en vue d'un partenariat d'association stratégique UE-Mercosur lors du sommet de Madrid. Cette relance, dont le principe n'est pas acquis, pourrait favoriser le dynamisme des investissements européens en Amérique du sud et renforcer les échanges commerciaux bi-régionaux.